

## Performances macroéconomiques et perspectives

La croissance économique de la Guinée est restée constante grâce aux réformes portant sur l'amélioration de l'environnement des affaires. La croissance du PIB réel est estimée à 6,2 % pour 2019 (6,0 % en 2018). La contribution du secteur tertiaire à la croissance (amélioration du trafic du port de Conakry, croissance de la téléphonie, et exploitation de nouveaux complexes hôteliers) était de 3,6 points en 2018, celle du secteur primaire de 0,7 point, et celle du secondaire de 1,7 point.

La pression fiscale était de 13,7 % du PIB en 2018 et est estimée à 14,7 % en 2019. Le déficit budgétaire, de 1,5 % du PIB en 2018, est estimé à 2,9 % en 2019 et pourrait atteindre 2,8 % en 2020. En fin 2018, le compte courant du commerce extérieur s'est détérioré pour atteindre un déficit de 2,3 % du PIB, après avoir connu un excédent de 4,3 % à la fin 2017. La dette publique représentait 36,7 % du PIB à la fin de l'année 2018 et devrait rester à un niveau inférieur à 45 % jusqu'en 2021.

Le taux d'inflation annuel était de 9,8 % en 2018 et était, selon les estimations, de 9,7 % en 2019. Le cours du franc guinéen, qui ne cesse de se déprécier, est passé de 1 797 pour un dollar en 2000 à 9 011 en 2018, en raison notamment du faible niveau de rapatriement des recettes d'exportation des produits miniers.

Selon les résultats de l'enquête de 2014, le taux de chômage de 5,2 % est accompagné d'un taux de sous-emploi de 12,8 %. La part de la population en dessous du seuil national de pauvreté a augmenté, passant de 41,9 % en 2002 à 55,2 % en 2012 (année de la dernière enquête).

## Facteurs favorables et défavorables

Les perspectives économiques devraient permettre de réaliser un taux de croissance annuel moyen de 6 % sur 2020–2021.

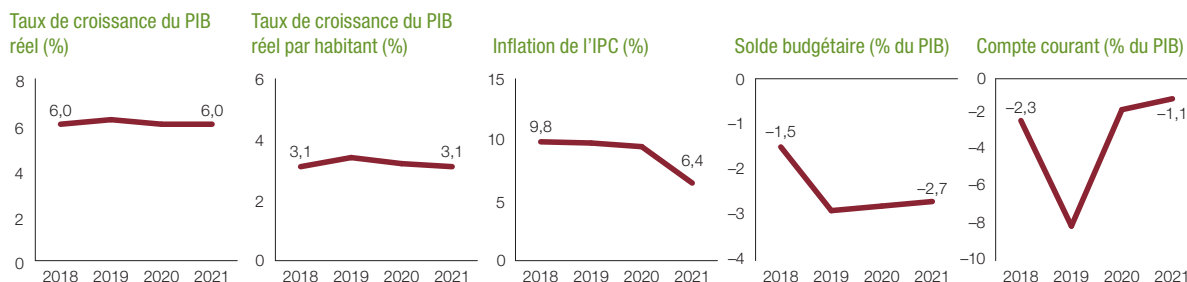
Au-delà de ses richesses minières, le pays pourrait tirer parti de ses énormes ressources en eau. Le potentiel en terres

arables est évalué à 6,2 millions d'hectares dont 75 % sont inexploités et à 64 000 ha de terres irrigables, dont moins de 10 % sont aménagées. Le potentiel hydroélectrique, exploité à moins de 6 %, est estimé à 6 000 MW, pour une énergie garantie de 19 300 GWh/an.

Les importations de produits alimentaires transformés, dont la plupart peuvent être produits localement, se montaient à près de 558 millions USD en 2018. L'État a pour objectif de réduire de 50 % son déficit commercial en produits alimentaires avant 2025 et va créer dans ce cadre des zones de transformation agroalimentaire avec un programme pilote de développement des zones de transformation agricoles dans les régions administratives de Boké et Kankan. Ce programme permettra de disposer d'un ensemble de connaissances, qui pourront être répliquées sur l'ensemble des dix agropoles du pays.

En dépit des efforts de la Banque centrale, l'inflation n'a cessé d'augmenter depuis 5 ans et oscille depuis 2016 entre 8 % et 10 %, en raison principalement de la hausse des prix des produits alimentaires qui ont un poids de 37,6 % dans le panier de la ménagère. Cette augmentation s'explique par la forte dégradation des routes et des ponts qui allongent le temps d'acheminement des produits agricoles périssables des zones de production vers les zones de consommation. Pendant les pluies d'août 2019, l'expédition des produits agricoles de Nzérékoré à Conakry (864 km) pouvait durer une semaine et le prix du transport se négociait à environ 70 USD la tonne, presque le même prix que le transport par mer d'une tonne de riz depuis Bangkok.

Cette forte inflation fait que la Guinée se heurte à des difficultés structurelles pour respecter les critères de convergence de la CEDEAO. Cette tendance inflationniste ne pourra pas être inversée si l'état des routes continue à se dégrader, renchérissant les produits agricoles locaux qui font face à la concurrence des produits importés d'Europe et d'Amérique latine.



Source : Données des autorités nationales ; les chiffres pour 2019 sont des estimations ; les chiffres pour 2020 et 2021 sont des projections par l'équipe des Perspectives économiques en Afrique.